



DEPOT LEGAL Nord 1014 1898

BUREAUX 93, Grande-Rue, 93 ROUBAIX

BUREAUX 2, Rue de la Cloche, 2 TOURCOING

LE MINISTRE BRISSON EST CONSTITUÉ

Journal Socialiste Quotidien

DE ROUBAIX-TOURCOING

PROCHAINEMENT

NOUS COMMENCERONS LA PUBLICATION

L'ORPHELINE DE MONTMARTRE

PAR LOUIS BOUSSENAUD

Histoire en quelque sorte vécue, où toutes les passions s'agitent, de l'amour le plus pur à la haine la plus féroce, dans un cadre saisissant de réalisme.

LA POLITIQUE

LE NOUVEAU MINISTÈRE

Enfin après quatorze jours de « crise », la France, — qui ne s'en portait pas d'ailleurs plus mal, — est dotée d'un ministère !

C'est M. Brisson qui est parvenu à mettre sur pied la combinaison qui vient de voir le jour, après les tentatives infructueuses de MM. Ribot, Sarrien et Peytral.

Nous nous en félicitons, — non pas que nous attendions de M. Brisson et de ses collaborateurs qu'ils choisissent une politique conforme à toutes nos aspirations et à tous nos vœux, — mais parce que nous pouvons espérer que le pays opprimé pendant deux ans par le parti clérical-rallié dont M. Méline était l'âme damnée, retrouvera la liberté de manifester ses opinions et ses tendances.

Car, on ne saurait le nier, l'influence du pouvoir est encore considérable sur l'esprit des masses et celles-ci, soit crainte, soit par reste de religiosité, ne se déterminent souvent que d'après l'exemple qui leur vient d'en haut.

L'idéal, pour notre démocratie, — encore si malléable, — consiste donc à posséder des gouvernements qui se bornent à administrer les intérêts généraux du pays, sans jamais essayer d'user de leur autorité ou de leur prestige pour arrêter ou faire dévier le progrès social, au bénéfice d'une oligarchie quelconque.

Nous croyons très sincèrement que M. Brisson dont la loyauté et la probité sont universellement reconnues, nous offre toutes les garanties que, dans ce sens, nous sommes en droit de demander et nous espérons que nos amis du Parlement ne lui marchandent pas leur concours.

Il suffit, d'ailleurs, de voir avec quelle célérité les réactionnaires et les ralliés accueillent le nouveau ministère pour se convaincre qu'il y a quelque chose de changé dans le sens du bien, dans notre République.

Quant à nous, cela nous dicte notre attitude.

Le cabinet Brisson a besoin d'un crédit pour éclaircir la situation politique embrouillée à plaisir par son prédécesseur, accordons-lui sans marchander tout le temps qui lui sera nécessaire !

La Chambre a quatre ans devant elle pour appliquer le programme de réformes qu'elle se targue de faire aboutir. Le travail le plus pressé doit aujourd'hui consister à la dégager des entêtements qui suivent les consultations nationales, pareilles à celles de la veille, les passions électorales restent encore vivaces et les blessures d'amour-propre cuisantes.

En s'y prenant avec sagesse et dextérité, M. Brisson n'aura pas de peine à grouper autour de lui une majorité nettement réformatrice, malgré les manœuvres de dissocation que tentent déjà les Ribot, les Poincaré, et les Dupuy sous l'inspiration de M. Méline, le cadavre récalcitrant.

Et au fur et à mesure que les jours s'en vont, on verra cette majorité s'accroître de tous les indécis, de tous les flottants, de tous les timorés qui aiment bien se chauffer au soleil du succès.

Le moment sera alors venu d'exiger de M. Brisson l'exécution de tout son programme et nos amis ne manqueront pas de le faire.

C'est dans cet esprit que nous saluons la naissance du ministère radical.

G. SIAUVE-EVAUSY.

REVUE DE LA PRESSE

LA CRISE MINISTÉRIELLE Après les concessions faites aux modérés par les partisans de la coalition, MM. Sarrien et Peytral ont attendu de M. Brisson un programme nettement radical ; or, l'ancien président de la Chambre croit devoir lui aussi écartier les réformes en vue d'avoir un cabinet viable.

Comme nous l'avons déjà dit et répété, M. Faure est, en partie, rendu responsable de cet état de choses ; De la Petite République, sous la signature de Gérald Richard :

La combinaison opportuniste Dupuy-Delombré aura du moins servi à donner un programme au ministère radical de M. Brisson. C'est, en effet, le projet de réforme fiscale imaginé par M. Delombré, adversaire irréductible de l'impôt sur le revenu, que les partisans de l'impôt sur le revenu, arrivés au pouvoir, vont soumettre à la Chambre. C'est aussi le projet sans phrase de la révision de la Constitution exigé par MM. Dupuy et Delombré que les révisionnistes de l'opposition adoptent une fois devenus gouvernants.

C'est enfin le rétablissement du droit de 7 francs sur les bêtes que les échangistes succèdent au protectionniste Méline s'empressent d'opérer. Voilà bien de la conciliation, ou je ne m'y connais pas. Et la majorité de l'ancien cabinet réactionnaire ne trouvera sans doute aucun prétexte plausible pour refuser un vote de confiance au nouveau cabinet radical. M. Méline lui-même, sous peine de paraître grincheux et dépeint, rendra justice à ses successeurs et se reconnaîtra eux.

Allons ! M. Félix Faure n'a pas perdu son temps. Il est sans pareil dans l'art d'apprivoiser les animaux féroces. En une semaine il vous les rend doux comme des agneaux, au point qu'ils viennent manger dans sa main... Quant aux réformes, elles sont mises en réforme pour cause d'incapacité.

De La Lanterne, sous la signature de Milleraud :

Préoccupé d'appeler autour de lui, pour les conduire au combat contre la droite toutes les fractions du parti républicain, le chef du nouveau cabinet se croira peut-être obligé à estomper jusqu'à les éteindre les nuances trop vives d'un programme qui risquerait d'effrayer quelques susceptibilités modérées.

Ainsi le cabinet radical prendrait le pouvoir pour appliquer des idées auxquelles souscriraient les modérés sans hésitations et sans conditions, et se trouverait en face de deux camps opposés, les uns heureux compétiteurs, et ce serait justice.

Car si c'est pour appliquer des idées modérées que les radicaux prennent le pouvoir, ils feraient beaucoup mieux de leur céder la place.

GUERRE HISPANO-AMÉRICAINE

New-York, 28 juin. Une bataille est imminente sous les murs de Santiago et, on prévoit de la part des défenseurs de cette place une résistance acharnée.

L'avant-garde américaine est campée sur les bords du rio Guam ; elle aperçoit Santiago à cinq milles dans la direction du nord-est. Deux compagnies américaines ont occupé, samedi soir, les positions couvrant le passage du fleuve à deux kilomètres plus loin. Les batailles, qui se trouvent à trois kilomètres de la division général Lawton. Autour de cette division campent aussi environ cent cents insurgés, commandés par Gonzales.

Quatre batteries et quatre canons Gatling ont été mis en position au sommet de la colline qui domine le bassin au fond duquel se trouve Santiago.

Bien que les lignes américaines soient à moins de 2,800 mètres des tranchées espagnoles, il n'a pas été tiré un seul coup de feu dans la nuit de samedi à dimanche. Les sommets de toutes les collines au nord-est de Santiago sont défendus par des Dichoaus, et toutes les positions stratégiques sont protégées par des tranchées munies de canons modernes.

Les espions rapportent qu'il y a, en outre, quatre lignes de tranchées abritées devant les quelques zones exposées au feu de l'artillerie américaine est couverte sur plusieurs milles d'un réseau de fils de fer barbelés.

Tous les officiers américains comprennent la difficulté de s'emparer d'une ville si bien fortifiée. La plupart considèrent qu'il faut attendre l'arrivée de gros renforts d'artillerie de siège pour tenter une attaque.

On rapporte que les troupes qui ont pris part à l'affaire de l'embuscade ont enduré de terribles souffrances. Les soldats, au moment de l'attaque, étaient presque épuisés. Ils étaient affaiblis par la chaleur et le manque d'eau. Ils avaient la gorge serrée et la langue enflée. Les mulets, pris de terreur, s'étaient enfuyés avec les bagages des officiers, dont quelques-uns renfermaient des habits de soirée en vue des fêtes qui suivront l'occupation de Santiago.

Londres, 28 juin. L'amiral Cervera a essayé de quitter la baie de Santiago et de gagner la haute mer dans la nuit de dimanche ; mais, ayant été découvert par les vaisseaux ennemis, il a été obligé de rentrer dans la rade.

Washington, 28 juin. Le département de la marine a donné ordre au commodore Watson de prendre le commandement d'une escadre et de se diriger immédiatement sur les côtes de l'Espagne.

La principale mission de cette escadre est de rechercher et de détruire l'escadre de l'amiral Camara, l'opinion des officiers du département de la marine, étant que cette dernière escadre ne passera pas le canal de Suez.

Dans les cercles de la marine à Washington on croit qu'une deuxième escadre, sous les ordres du commodore Schely, comprenant deux cuirassés et des charbonniers, suivra le commodore Watson et fera une descente aux Canaries, et de là se dirigera vers les côtes espagnoles, laissant au commodore toute liberté d'action.

Madrid, 28 juin. Vingt-six mille hommes sont appelés sous les drapeaux et seront répartis dans les principaux ports de la Méditerranée. Cette mesure a été prise à la suite de la nouvelle que les Etats-Unis envoient une escadre sur les côtes d'Espagne.

Manille, 28 juin. La situation continue à être grave. L'ennemi est plus nombreux à mesure qu'il s'empare des provinces.

Les pluies torrentielles, les maladies des troupes, les désertions des indigènes augmentent les difficultés. Les rebelles seraient 430,000 dont 30,000 avec des fusils. Le général Augusti a décidé de défendre l'honneur du drapeau jusqu'à la dernière extrémité. Le bombardement n'est pas sérieusement craint actuellement.

L'ACTUALITÉ

La Marseillaise

Chant de liberté. — Contre la Réaction ! Les ennemis de l'intérieur. — Les complots de Bouillé. — Pourquoi le nom de « Marseillaise » — Impudence cléricalle.

La Marseillaise, que depuis quelque temps nos adversaires de classe ont pris l'impudente habitude de « haïr », elle fut inspirée à son auteur, dont elle fut l'âme, par le projet de réforme fiscale imaginé par M. Delombré, adversaire irréductible de l'impôt sur le revenu, que les partisans de l'impôt sur le revenu, arrivés au pouvoir, vont soumettre à la Chambre. C'est aussi le projet sans phrase de la révision de la Constitution exigé par MM. Dupuy et Delombré que les révisionnistes de l'opposition adoptent une fois devenus gouvernants.

Voilà bien de la conciliation, ou je ne m'y connais pas. Et la majorité de l'ancien cabinet réactionnaire ne trouvera sans doute aucun prétexte plausible pour refuser un vote de confiance au nouveau cabinet radical. M. Méline lui-même, sous peine de paraître grincheux et dépeint, rendra justice à ses successeurs et se reconnaîtra eux.

Allons ! M. Félix Faure n'a pas perdu son temps. Il est sans pareil dans l'art d'apprivoiser les animaux féroces. En une semaine il vous les rend doux comme des agneaux, au point qu'ils viennent manger dans sa main... Quant aux réformes, elles sont mises en réforme pour cause d'incapacité.

De La Lanterne, sous la signature de Milleraud :

Préoccupé d'appeler autour de lui, pour les conduire au combat contre la droite toutes les fractions du parti républicain, le chef du nouveau cabinet se croira peut-être obligé à estomper jusqu'à les éteindre les nuances trop vives d'un programme qui risquerait d'effrayer quelques susceptibilités modérées.

Ainsi le cabinet radical prendrait le pouvoir pour appliquer des idées auxquelles souscriraient les modérés sans hésitations et sans conditions, et se trouverait en face de deux camps opposés, les uns heureux compétiteurs, et ce serait justice.

Car si c'est pour appliquer des idées modérées que les radicaux prennent le pouvoir, ils feraient beaucoup mieux de leur céder la place.

LES ÉMIGRÉS

Enfin, les 1e et 2e couplets sont plus net encore, si possible, que le second.

Tremble, tyran, et tous perfides, Approuve de tous les partis, Tremble ! vos projets parviendront-ils ?

Sur cette bordée d'esclaves, Et toi, qui de nos conjurés ? Pour qui ces lignes entraves, Ces fers des lions préparés ? Français ! pour nous, ah ! quel outrage ! Quels transports lui doit exalter ! C'est nous qu'on ose méditer De rendre à l'antique esclavage !

Sur cette bordée d'esclaves, Et toi, qui de nos conjurés ? Pour qui ces lignes entraves, Ces fers des lions préparés ? Français ! pour nous, ah ! quel outrage ! Quels transports lui doit exalter ! C'est nous qu'on ose méditer De rendre à l'antique esclavage !

On le voit : c'est surtout contre les émigrés, que Rouget de l'Isle, « changeant sa muse en Némésis », dirigeait sa colère. M. de Montalembert, petit-fils d'un de ces traitres, d'un de ces lâches complots de Bouillé, dont il est question dans le 5e couplet que nous reproduisons ci-dessus, fait donc preuve, en chantant la Marseillaise qui en lui faisant chanter par ses amis les réactionnaires de Lille et de Roubaix, d'un dédain de ses aïeux et d'une ingratitude filiale qui donnent une triste idée de la force du lien familial dans les classes dirigeantes.

Nous donnons à titre d'indication les 5e et 6e couplets, qui ne sont pas de Rouget de l'Isle.

Aux armes, citoyens, etc... est donc un appel non déguisé à la résistance contre toutes les tyrannies — celle de l'intérieur aussi bien que celle de l'extérieur.

Le mouvement du 30 Juillet 1793

Le nom de Marseillaise fut donné d'ailleurs à l'hymne de Rouget de l'Isle dans des conditions qui ne laissent pas que de lui imprimer encore un caractère plus nettement insurrectionnel : en 1793, le 30 juillet, les fédérés marseillais, au nombre de 600, arrivèrent à Paris, en chantant les couplets vengeurs. Ils étaient appelés par Barbaroux et Santerre, et comptaient Jourdan parmi eux. Il s'agissait de se joindre au peuple des faubourgs pour manifester contre les souter-

raînes menés du Roi et de ses complais de la noblesse. Ce mouvement révolutionnaire, que ses auteurs voulaient pacifique, ainsi qu'il appert des « Mémoires » du même Barbaroux, dégénéra aux Champs-Élysées en une rixe sanglante, grâce à l'insolence des grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas ; mais il aboutit, quelques jours plus tard, à la journée du 10 août et à la déchéance du Roi.

« Marseillaise » et « Internationale »

Plus tard, le 20 septembre de la même année, les jeunes armées de la République qui triomphait à Valmy de l'hybride coalition royaliste et impériale. Ils couraient sus à l'ennemi, en jetant aux échos le nouvel hymne de la Liberté et d'attachement à la patrie, à la bataille, et ému jusqu'aux larmes ces mots : « En ce lieu et dans ce jour commence une nouvelle époque pour l'histoire du Monde ! Alors, les révolutionnaires s'appelaient les « patriotes » ; si nos canteurs et hypocrites adversaires ont essayé d'accaparer à la fois cette appellation, et la Marseillaise, le chant insurrectionnel par excellence, il ne s'en suit pas que nous soyons abandonnés l'une ou l'autre. Chantons la Marseillaise, comme nous chantons l'Internationale. Toutes deux sont des cris guerriers de peuples en colère ; toutes deux ont la même origine et signifient : « Mort à l'oppression et à la tyrannie ! »

On obtient : M. Ployer 310 (la. — Me Moysen 59. — Me Fauchet 1. — Me Devin 21. — Voir divers autres noms.)

LES ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE

Berlin, 28 juin. Tous les résultats des scrutins de ballottage sont aujourd'hui connus.

Ont été élus : 19 conservateurs, 20 membres du parti de l'Empire, 23 membres du centre, 5 antisémites, 3 libéraux nationaux, 11 membres de l'Union libérale, 23 membres de l'Union libérale démocratique, 12 membres du parti démocratique allemand, 3 agrariens, 2 socialistes, 1 polonais, 8 quakers, 6 indépendants.

Mauvaise nourriture dans l'armée

Nancy, 28 juin. A la suite d'une distribution de viande de conserve à la 36 compagnie du 7e régiment d'infanterie, 60 hommes ont été atteints de colères.

Echos & Nouvelles

A L'OFFICIEL

L'officiel d'hier publie des décrets nommant MM. Legrain notaire à St-Amand-les-Eaux (Nord) en remplacement de M. Demanest ; Boulinquier huissier, à Lille en remplacement de M. Lefebvre ; et acceptant la démission de M. Senechal, greffier de la justice de paix de Montreuil-sur-Mer.

VIOLÉNIENNE

D'après les chiffres de mortalité constatés dans une dernière période de dix années, la vie moyenne qui serait de cinquante ans en Suède et en Norvège, ne serait que de trente-deux ans et quatre mois en Espagne.

SUICIDE D'UN VIEILLARD

On se suicide à tout âge. Mais lorsque l'on confine à la centième année, il est assez rare, la mort étant plutôt proche, qu'on songe à « se détruire ».

L'ASSASSIN DE STAMBOULOFF

A Alexandrie, en Roumanie, la police vient d'arrêter l'assassin de Stamboulloff. Le gouvernement bulgare a immédiatement prévenu de cette arrestation.

SERIN A DEUX BECS

Nous avons en le canard à trois becs, les moutons à cinq pattes, voici le serin à deux becs. Le phénomène appartient à un genre de lauk qui habite au Siam, la Danéon.

JUGÉ ET PARTIE

Un juge de paix des environs d'Atlantic Highlands (New-Jersey), vient de figurer dans un amusant procès qu'il était à la fois juge et partie.

menade ordinaire quand, en arrivant à un endroit où la route était défoncée, il monta sur le trottoir pour pédaler plus facilement. Il ne tarda pas à rencontrer un constable, qui le mit en état d'arrestation, car il est défendu de faire de la bicyclette sur les trottoirs.

Usant du privilège accordé par la loi, le magistrat bicycliste demanda à être conduit devant le juge de paix le plus proche et comme il était lui-même ce juge, il a dû décliner son nom et donner son adresse au constable. Celui-ci le conduisit gravement au tribunal, où le juge, non moins gravement, ouvrit l'audience.

Le constable formula sa plainte et le magistrat, après l'avoir écoutée comme juge, reconnut spontanément, comme bicycliste, sa culpabilité. Il se condamna ensuite lui-même à un dollar d'amende et aux frais, s'élevant, dans l'espèce, à 2 dollars 75 cents.

ARRÊTÉS BIZARRES

On peut lire sur les murs de la petite ville de L... l'arrêté suivant : « Tout vélocipédiste rencontrant un sergent de ville doit s'arrêter pour faire constater la vitesse à laquelle il marche. »

Le maire qui a enfanté cet arrêté doit être le fils de cet autre édile, qui recommandait aux titres et même leurs papiers de famille l'on peut trouver, la-bas, un titre de prince authentique pour 40,000 francs. Avec 35,000 fr. on est duc, marquis avec 25,000, comte avec 20,000, et baron avec 10,000 francs seulement. La particule de se paie 5,000 francs environ.

En Angleterre, si les titres ne sont pas à vendre, certains lords, d'excellente noblesse, se trouvent réduits à exercer les plus humbles professions.

Ainsi, lord Windsor est depuis peu tenancier d'un bar à Saint-Fagans. Le comte de Winchelsea, jadis un des plus élégants clubmen de Londres, aujourd'hui des machines agricoles à Long-Acre. Lord Rayleigh, un parent du physicien universellement connu, est lialier aux environs du British Museum. Le baron de Ligonier est banchisseur dans Romford road. Un autre, le comte de Harrington, tient une petite fruiterie à Charing Cross. Tout dernièrement en ce genre, lord Rossmore, après avoir figuré comme huitième ou dixième rôle dans un théâtre des faubourgs, s'est installé parfumeur près de la gare de Paddington.

BUVEURS LONDONIENS

Les Londoniens boivent, par jour, 28,500 litres de vin et 56,000 litres de spiritueux divers. Ils consomment 2,500,000 verres de bière, brune ou blonde, et absorbent 1,200,000 litres de lait. Quant aux eaux minérales, leur consommation dépasse 50,000 bouteilles quotidiennement. En outre, les habitants de Londres boivent en infusion, 315,000 kilogrammes de thé et 70,000 kilogrammes de café.

Ce litre de liqueur est absorbé par les 4,776,000 gossiens londoniens à la vitesse de 4,000 litres par minute, et en comptant l'eau potable que pendant les premiers repas, la poisson totale consommée par jour représente un poids de 5,840,000 kilos.

COMME DES BALEINES

On télégraphie en effet de Bordeaux : « Le 14 juin, à 75 milles à l'ouest de la Goude, des pêcheurs ont aperçu une bande d'une vingtaine de baleines mesurant en moyenne une vingtaine de mètres de longueur. »

Esprérons que cette nouvelle coïncidant avec l'avènement du ministère Brisson, nous allons tous rigoler comme des baleines.

NOUVELLES A LA MAIN

Un canotier parcourt le boulevard, un paquet de journaux à la main, criant à tue-tête : « Le nouveau ministère... la liste officielle... par la force de l'habitude, il ajoute machinalement : ... des numéros gagnants ! »

Un formidable buveur venait de mourir. Il s'agissait de lui élever un monument funéraire, et la veuve inconsolable consultait un marbricr.

« Quelqu'un vous en fait de colonne ? lui dit ce dernier. — Oh ! non ! dit la veuve, je connais les goûts de mon pauvre défunt, une colonne de bois fera mieux son affaire. »

A Boulets Rouges

M. Cornély salue, dans le *Matin*, le « réveil du patron ». C'est à propos des discours de M. Eugène Létourneur à la séance de jeudi, qu'écrivain royaliste juge à propos de crier Aee !

En bon Parisien, absolument ignorant des choses dont il entretenir ses lecteurs, le rédacteur en chef du journal que dirige M. Arthur Meyer d'Antigny-d'Uzès, écrit sérieusement des choses comme celle-ci :

« Et qu'on ne s'imagine pas qu'il s'agit de recourir aux procédés brutaux et non honorables dans les syndicats ouvriers et qu'il s'agit de leur faire sentir que leur vote est libre et qu'ils n'ont pas à se laisser influencer par les meneurs d'occasion. C'est à dire la misère, et un vote agréable ! Ce sont les mots d'ordre d'aujourd'hui. Il se contentent de multiplier les œuvres de solidarité sociale et de faire remarquer aux ouvriers que, pour se faire sentir à la misère, ce n'est pas en votant, mais en travaillant. »

Nous nous garderions bien de commenter les lignes qui précèdent : les mettre sous les yeux des ouvriers membres — par force — de l'Union des Affameurs, nous paraît largement suffisant.

Il manquait un filre dans Forechost chargé de célébrer la gloire d'Eugène Motte. Le rôle est comblé, maintenant. C'est l'Oncle Sarcos qui a consenti à remplir ce rôle. Le plat valet de toutes les réses, qui, en effet, dans un de ses « fagots » du *Travailleur*, « Oh ! j'aurais voulu être là ! »

« Là, c'est-à-dire à la Chambre, lorsque M. Motte parlait. Les ouvriers roubaixiens estimeront que Françaisque n'est pas dégoûté ; nous, — qui savons les goûts du folliculaire pour lequel Labadie dépense de cent couloirs Mollé ou Beaumarchais — nous nous contenterons de le remercier de nous avoir appris que le nouveau député de Roubaix commence à sentir le fagot. L. M.

LA CRISE Ministérielle

(De notre correspondant spécial.) Paris, 28 juin.

Le ministère Brisson est définitivement constitué.

Le ministère Brisson Voici, en effet, le texte de la note officielle communiquée cet après-midi : « Le ministre Brisson est rendu ce matin chez M. Loubet, président du Sénat ; chez M. Deschanel, président de la Chambre, et chez M. Méline, président du conseil démissionnaire.

On sait que, pour la régularité de la transmission des pouvoirs, le chef du précédent cabinet doit faire contresigner le décret le nommant président du conseil par son prédécesseur. M. Brisson a donc soumis à M. Méline, qui y a apposé sa signature, le décret par lequel il est nommé président du conseil et chargé du ministère de l'intérieur.

M. Brisson a été ensuite reçu par le président de la République, qui a ainsi signé ce même décret. Dans l'entretien qu'il a eu avec M. Félix Faure, il lui a annoncé qu'il lui présenterait à cinq heures ses collaborateurs. Ils tiendront auparavant un conseil qui est convoqué pour trois heures.

Le nouveau ministère est constitué de la façon suivante : Présidence du Conseil et Intérieur : M. Henri Brisson. Finances : M. Peytral. Justice : M. Sarrien. Affaires étrangères : M. Delcassé. Instruction publique : M. Léon Bourgeois. Guerre : M. Cavaignac. Marine : M. Lockroy. Colonies : M. Trouillot. Commerce : M. Maruéjouls. Agriculture : M. Viger. Travaux publics : M. Tillaye.

M. Vallé est sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, et M. Monquet est nommé sous-secrétaire d'Etat aux postes et télégraphes.

Le nouveau cabinet Aucun des nouveaux ministres n'est issu du précédent cabinet. Le nouveau cabinet est donc entièrement renouvelé, et de neuf députés. Aucun des membres n'est pris en dehors du Parlement. Il n'y a point de ministre militaire.

Tous appartiennent à la gauche du Parlement. Ils font tous partie des 25 qui votèrent l'ordre du jour Bourgeois-Ricard sous M. Maruéjouls, qui s'abstint, et de neuf députés. Aucun des membres n'est pris en dehors du Parlement. Il n'y a point de ministre militaire.

En dehors d'eux, trois nouveaux ministres, MM. Delcassé, Trouillot et Maruéjouls appartiennent à l'Union progressiste. Cinq, MM. Brisson, Sarrien, Bourgeois, Cavaignac et Viger, appartiennent au groupe radical. Un, M. Lockroy, au groupe radical-socialiste.

Au point de vue économique, le nouveau cabinet compte trois libéraux-économistes, MM. Brisson, Peytral et Lockroy, et huit protectionnistes.

Leur nomination ne cause que deux vacances dans les bureaux de la Chambre et du Sénat. M. Létourneur, en effet, vice-président du Sénat, et M. Sarrien vice-président de la Chambre.

Trois seulement des membres du nouveau cabinet n'ont jamais été ministres : MM. Trouillot, Maruéjouls et Tillaye.

M. Bourgeois a été six fois ministre, le premier pendant dix-sept mois, le second successivement à l'intérieur, et aux affaires étrangères. La durée de sa vie ministérielle est de trente-deux mois. Il a été, en outre, sous-secrétaire d'Etat à la justice pendant dix mois.

M. Sarrien et Viger ont été cinq fois ministres ; le premier est passé par les postes et télégraphes, la justice et l'intérieur. Sa vie ministérielle est de 37 mois. Le second n'a jamais été qu'à l'agriculture. Sa vie ministérielle est en tout et pour tout de 22 mois.

M. Lockroy a été quatre fois ministre. Il est passé par le commerce, l'instruction publique et la marine. Il est resté au pouvoir en tout pendant trente-trois mois.

MM. Peytral et Cavaignac ont été chacun deux fois sous-secrétaire d'Etat, celui-là aux finances, celui-ci à la guerre ; le premier pendant dix-sept mois, le second pendant dix mois. Ils ont été chacun deux fois ministre ; M. Peytral deux fois aux finances, M. Cavaignac à la marine et à la guerre. La vie ministérielle du premier, — sous-secrétaire non compris, — a été de dix-huit mois, celle du second de quinze mois.

M. Delcassé a été pendant huit mois sous-secrétaire d'Etat aux colonies et pendant huit mois ministre du même département.

M. Brisson n'a été qu'une fois ministre. Il dirigeait la justice et était en même temps président du conseil. Sa vie ministérielle n'est que de neuf mois.

Socialistes et radicaux-socialistes Voici la déclaration qu'a faite M. Brisson à quelques interview :

« Nous ne faillirons pas à nos engagements, a déclaré notre ami ; mais soucieux avant tout de poursuivre dans le pays la campagne de propagande et d'édu-